

MOTION ASSEMBLEE GENERALE 2016

C'est déjà le temps des promesses électorales, la main sur le cœur et le regard en coin vers l'urne.

Depuis des décennies les différents gouvernements ont laissé se développer un marché de produits addictifs qui font rêver et planer.

Ne serait-ce pas aussi le temps de cesser de promettre ou de tergiverser, et de s'attaquer enfin à des maux qui gangrènent la société française ?

Ne serait-ce pas enfin un temps propice à construire un véritable projet de santé publique au regard de l'addiction alcoolique qui, avec le tabac, est de loin la plus meurtrière ?

Ne serait-ce pas le temps de reconstruire un projet législatif pour protéger la population contre les méfaits de la consommation et de la promotion des produits alcoolisés ?

Nous demandons aux candidats aux élections présidentielles et législatives des réponses claires :

Qui parmi les candidats aura un peu de courage et de franchise pour lutter réellement contre les méfaits de l'alcool ?

Qui apportera en 2017 une solution pour éradiquer ce commerce de produits destructeurs ?

Qui parmi les candidats s'engage à mettre en place une politique de santé pour mettre fin à ces 49000 morts annuels, soit 245 000 en un quinquennat présidentiel ?

Qui s'engage à mettre en place une véritable politique nationale de prévention, en particulier auprès des jeunes et en milieu professionnel ?

Qui parmi les candidats s'engage à mettre en place une campagne nationale de « journée sans alcool », comme le font déjà localement des sections de Vie Libre depuis de nombreuses années ? Ces journées permettent à chacun de faire le point dans sa relation à l'alcool.

Qui parmi les candidats aura le courage de s'opposer au lobby alcoolier dont la consommation excessive des produits coûtent 120 milliards annuels à la nation ?

Qui parmi les candidats saura non seulement nous dire « c'est bien ce que vous faites », mais nous donnera les moyens de continuer nos actions, nous libérant ainsi des heures de combat pour obtenir une subvention ?

Qui saura un jour laisser les militants citer le nom de leur association lors d'émissions de télé ou de radio, ouvrant ainsi des possibilités aux malades de savoir que près de chez eux, il y a une aide possible ?

Nous, délégués de Vie Libre, réunis en Assemblée Générale, demandons des réponses claires à ces questions de santé publique de la part des candidats aux élections présidentielles et législatives.

Les réponses seront analysées et portées à la connaissance de la population par voie de presse, nationale et locale, et par l'intermédiaire de nos 10 000 adhérents et 250 sections locales.

Ceux qui souffrent ou ont souffert, directement ou indirectement, des produits alcoolisés sont aussi, avec leur entourage, des électeurs...Ne l'oubliez pas quand vous établirez vos programmes. Nous attendons une politique de santé publique dans l'intérêt de la population et non au service des intérêts de tel ou tel profession ou lobby. Cela exige d'avoir enfin un peu de courage politique. Nous en avons conscience. Mais n'est pas le devoir de tout élu : « du courage au service de la population. »

Vichy le 27 Novembre 2016